

2012-2013

**Perspectives
économiques**

Perspectives économiques 2012-2013

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/0024/index-f.asp

27 mars 2012

Couverture :

Services gouvernementaux (SG 8611)

Traduction :

Bureau de traduction, Services gouvernementaux

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Services gouvernementaux

ISBN 978-1-55396-351-6

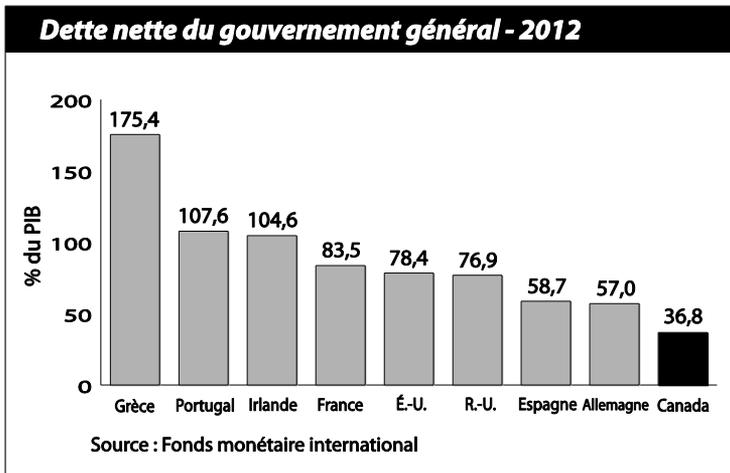
Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- Selon le Fonds monétaire international (FMI), la production mondiale a augmenté de 3,8 % en 2011. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est principalement attribuable aux économies émergentes et en développement, lesquelles ont enregistré une hausse estimée à 6,2 %. Les économies avancées, quant à elles, se sont caractérisées par un faible taux de croissance de 1,6 %.
- Les perspectives économiques mondiales se sont détériorées au cours du dernier trimestre de 2011 – surtout en raison du niveau de dette souveraine et de son incidence sur les échanges mondiaux et les conditions financières internationales – laissant présager un ralentissement de la croissance en 2012.



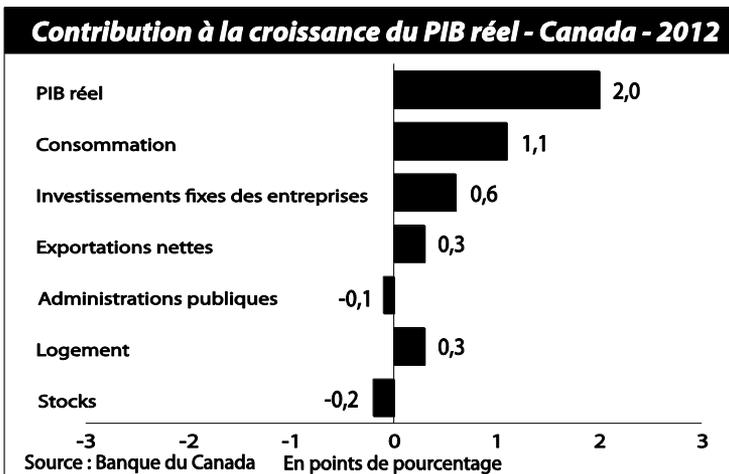
- Le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,3 % en 2012. On s'attend à ce que les économies avancées ne dépassent pas une croissance de 1,2 % en 2012. Les perspectives sont les plus favorables aux États-Unis, au Canada et au Japon, où l'on prévoit un taux de croissance aux environs de 1,8 %.
- L'économie dans la zone euro replongera vraisemblablement en récession. Le rendement global de cette économie devrait chuter d'un demi-point de pourcentage en raison de la faiblesse du secteur bancaire, de la poursuite des retenues fiscales, des taux

de chômage élevés, de l'accès limité au crédit et de la hausse des rendements des obligations d'État. On prévoit que l'Italie et l'Espagne se caractériseront par les rendements les plus faibles parmi les économies avancées.

- Les économies émergentes et en développement devraient atteindre une croissance de 5,4 % et, encore une fois, contribuer le plus fortement à la croissance en 2012. La Chine et l'Inde dirigeront le cortège, quoiqu'à un rythme plus lent en raison d'un commerce mondial moins vigoureux et des mesures anti-inflationnistes antérieures dans leurs économies respectives. Le FMI prévoit une croissance de 8,2 % en Chine et de 7,0 % en Inde.
- L'économie américaine a enregistré une croissance supérieure aux prévisions au cours du second semestre de 2011, grâce à de bons gains au chapitre de l'emploi à temps plein et d'une demande comprimée qui a alimenté les dépenses de consommation. En dépit des évolutions positives, les répercussions de la crise européenne et les efforts de consolidation fiscale parmi les gouvernements mèneront à une croissance plus modeste aux États-Unis en 2012.
- L'augmentation des dépenses de consommation aux États-Unis sera limitée en 2012 par le resserrement des normes de crédit auprès des banques, la reprise en douceur de l'emploi et la réduction par les ménages de leur endettement. La croissance dépendra en bonne partie des exportations et des investissements commerciaux, lesquels investissements seront modérés malgré de solides bilans d'entreprise.

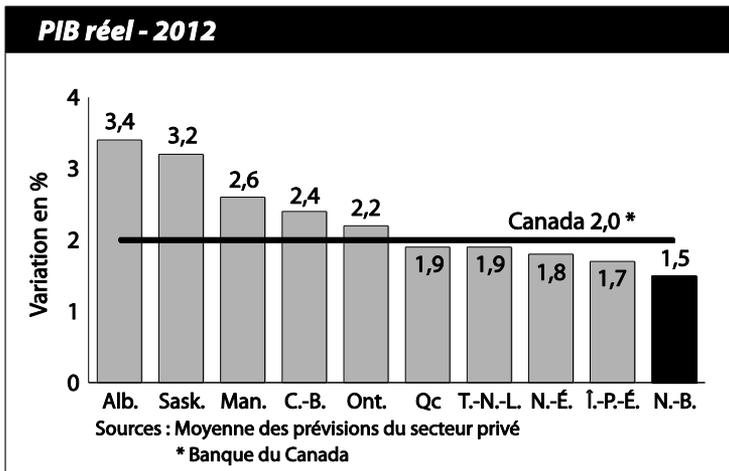
L'économie canadienne

- Grâce largement à l'augmentation de la demande intérieure, l'économie canadienne a atteint un taux de croissance estimé à 2,5 % en 2011, soit un ralentissement marqué par rapport au taux de 3,2 % enregistré en 2010. L'activité économique a été principalement tributaire des investissements commerciaux, des dépenses de consommation et les dépenses au titre du logement, alors que les dépenses gouvernementales sont demeurées stables. Les exportations nettes ont exercé un frein sur l'économie canadienne.
- La croissance en 2012 devrait ralentir jusqu'à atteindre 2,0 %, tandis que les conditions favorables du crédit et les bons niveaux de confiance soutiennent l'augmentation des dépenses personnelles et les investissements des entreprises.



- Les exportations nettes, en revanche, ne devrait contribuer que faiblement à la croissance globale en raison de la faible demande extérieure en produits de base.
- Les faibles taux hypothécaires contribueront à maintenir l'activité du secteur du logement près des niveaux actuels, malgré la crainte que la croissance rapide des prix observée au cours des récentes années dans certains marchés plus importants au pays n'entraîne un ralentissement de l'activité de ce secteur.

- Approximativement 265 000 emplois se sont ajoutés à l'économie en 2011, se concentrant principalement dans les provinces de l'Ontario, de l'Alberta et du Québec. Cependant, la situation du marché du travail s'est quelque peu détériorée vers la fin de l'année. Une croissance de l'emploi plus faible est prévue en 2012.
- Les pressions inflationnistes devraient être moins fortes en 2012 puisque l'économie intérieure continue de fonctionner en deçà de sa capacité et que les prix de l'énergie demeurent stables.
- Les taux d'intérêt ne devraient pas augmenter dans un avenir prévisible en raison du fléchissement des pressions inflationnistes et des perspectives de croissance mondiale plus faibles. Les baisses de taux sont peu probables, à moins qu'une nouvelle conjoncture mondiale n'entraîne un ralentissement considérable de la croissance intérieure. Le dollar canadien restera proche de la parité une bonne partie de 2012.
- Selon le consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé, la croissance économique devrait être plus vigoureuse dans les provinces de l'Ouest, telles que l'Alberta et la Saskatchewan, tandis que celle des provinces maritimes devrait demeurer égale ou légèrement inférieure aux niveaux historiques.

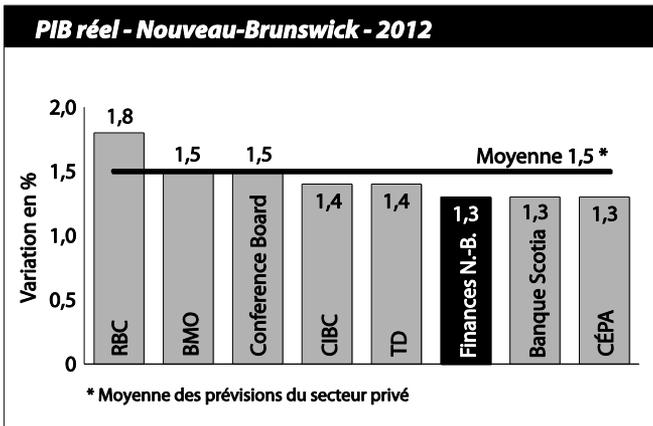


Bilan statistique - Taux de croissance¹		
2010 à 2011		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,3	1,0
Population active	-0,8	0,9
Emploi	-1,2	1,6
Taux de chômage (%)	9,5	7,4
Taux d'activité (%)	62,8	66,8
Salaires et traitements	3,9	4,7
Consommateurs et logement		
Ventes au détail	4,9	3,6
Indice des prix à la consommation	3,5	2,9
Mises en chantier	-15,8	2,1
Entreprises		
Ventes manufacturières	14,8	7,8
Exportations internationales	17,0	12,0
Permis de construction	-14,8	2,1
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.		
Source : Statistique Canada.		

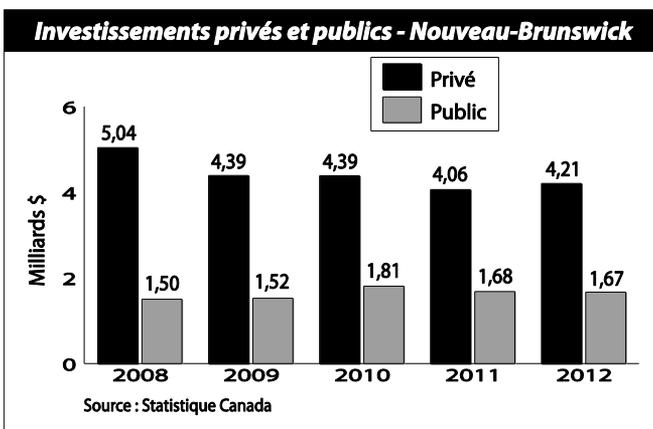
L'économie au Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de 1,2 % en 2011 – soit une baisse par rapport au taux de 1,5 % au budget de l'exercice précédent – en raison d'une incertitude grandissante dans le reste du monde. Ces prévisions correspondent à celles des milieux financiers du secteur privé.
- La progression modérée des salaires, malgré la faiblesse de l'emploi, a contribué à la vigueur des dépenses de consommation dans la province.
- L'augmentation des prix des marchandises s'est traduite par 17,0 % d'augmentation pour les exportations en 2011. Toutefois, avec le rajustement de la croissance des prix, les exportations sont demeurées stables après une année particulièrement forte en 2010. Une baisse de la production minière au cours du dernier trimestre de 2011 atténue une performance qui autrement aurait été bonne pour le secteur minier. Les niveaux d'investissement des secteurs privé et public ont diminué comparativement à ceux de l'exercice précédent, exerçant un frein sur l'activité économique dans la province.

- Le ministère des Finances prévoit une croissance de 1,3 % en 2012, conforme aux estimations des prévisionnistes du secteur privé. La vigueur continue des dépenses de consommation parallèlement à l'augmentation de la population active dans la province devrait mener à une croissance modeste en 2012.



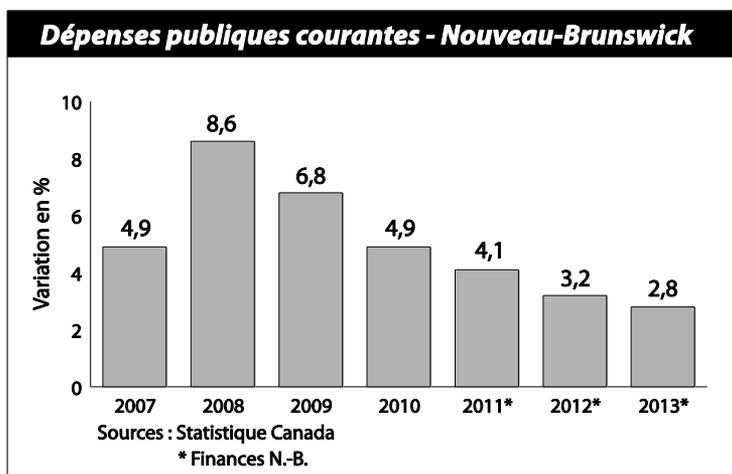
- La croissance de la formation de capital devrait être stimulée par des investissements dans les secteurs des mines, des services publics et de la fabrication en 2012. Les coupures dans les dépenses en capital du secteur public, conjuguées à l'absence de grands projets, empêcheront toute contribution substantielle de l'investissement global à la croissance économique.



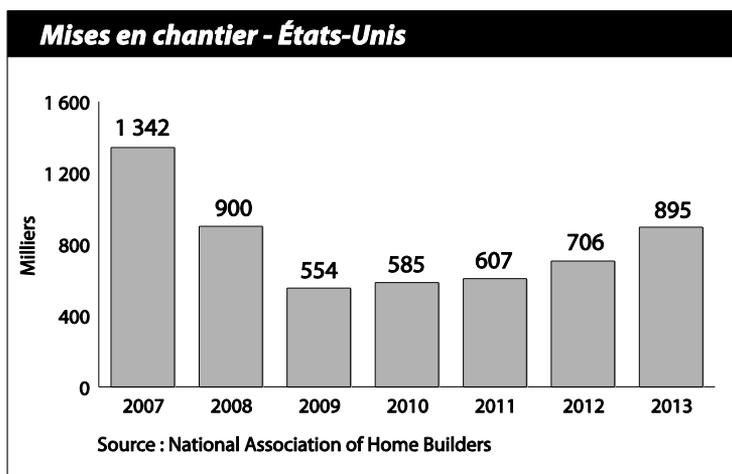
Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2009 à 2016						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014-2016
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	1,5	5,5	4,5	3,2	4,5	3,9
Dépenses personnelles	2,0	3,9	5,1	4,3	4,6	4,0
Dépenses publiques courantes	6,8	4,9	4,1	3,2	2,8	3,0
Formation brute de capital fixe	-8,8	-1,0	-5,7	3,1	3,7	2,5
PIB (réel)	-0,4	3,1	1,2	1,3	2,1	1,8
Revenus *						
Revenu personnel	2,7	3,4	4,1	3,6	3,8	3,7
Revenu du travail	2,6	4,0	3,9	4,0	3,8	3,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	-7,4	18,5	4,0	3,7	18,1	4,3
Population et travail						
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2
Population active	0,4	-0,4	-0,8	0,5	0,6	0,3
Emploi	0,1	-0,9	-1,2	0,6	0,8	0,4
Taux de chômage (%)	8,8	9,3	9,5	9,5	9,3	9,1
Taux d'activité (%)	64,2	63,6	62,8	62,7	62,9	62,9
Autre						
Indice des prix à la consommation	0,3	2,1	3,5	1,7	1,6	2,0
Mises en chantier	-17,6	16,5	-15,8	-7,3	-3,1	-3,4
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.						
Sources : Statistique Canada.						
* 2011-2016 Finances N.-B.						

- Les prix élevés de l'essence en 2011, en grande partie provoqués par les pressions de la demande mondiale, ont poussé l'indice des prix à la consommation (IPC) à 3,5 % en 2011. La stabilité des prix des carburants devrait se traduire par le retour de l'inflation à une croissance inférieure à 2,0 % en 2012.
- La construction résidentielle devrait rester faible en 2012 en raison de la croissance limitée des emplois qui freine la demande des consommateurs pour les maisons neuves.

- La contribution des dépenses gouvernementales à la croissance économique demeurera minime en 2012 en raison des efforts de retenue fiscale à tous les niveaux du gouvernement.



- Une légère augmentation de l'activité du secteur du logement aux États-Unis devrait être de bon augure pour les exportateurs de produits forestiers, alors qu'une diminution de la capacité de raffinage dans l'est des États-Unis devrait favoriser les exportations d'énergie de la province.



- Le marché du travail dans la province a connu une autre année difficile en 2011. Le niveau de l'emploi a chuté de 1,2 % (-4 100 emplois), l'accroissement de l'emploi à temps partiel n'ayant pas suffi à compenser les pertes dans les emplois à temps plein. La situation s'est améliorée à la faveur des légers gains enregistrés au cours du dernier trimestre de l'exercice. Une légère croissance de l'emploi est prévue en 2012.
- Les exportations nettes devraient réaliser des gains supplémentaires au titre des services publics compte tenu de la reprise de la production de la centrale nucléaire de Point Lepreau qui est prévue pour fin 2012, réduisant ainsi le besoin d'importation d'énergie de remplacement de la province.
- En ce qui concerne 2013, le secteur forestier du Nouveau-Brunswick devrait profiter de l'amélioration continue du marché du logement aux États-Unis. L'accroissement de la production de potasse, à la suite de l'achèvement des travaux d'agrandissement sur le site de la mine actuelle, devrait compenser partiellement la fermeture de la mine Brunswick. La production et l'exploration dans d'autres mines de moindre envergure dans la province devraient également aider à atténuer l'incidence de cette fermeture.

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 12 mars 2012)							
Indicateurs	2008	2009	2010	2011	Variation en %		
					2008-09	2009-10	2010-11
Travail							
Population 15 ans et plus ('000)	610,7	613,9	616,8	619,4	0,5	0,5	0,4
Population active ('000)	392,6	394,2	392,5	389,2	0,4	-0,4	-0,8
Emploi ('000)	359,1	359,5	356,1	352,0	0,1	-0,9	-1,2
À temps plein ('000)	302,5	302,3	301,7	294,7	-0,1	-0,2	-2,3
À temps partiel ('000)	56,6	57,3	54,4	57,4	1,2	-5,1	5,5
Secteur de la production des biens ('000)	79,7	80,6	79,8	79,8	1,1	-1,0	0,0
Secteur des services ('000)	279,4	278,9	276,3	272,3	-0,2	-0,9	-1,4
Chômage ('000)	33,5	34,6	36,4	37,1	3,3	5,2	1,9
Taux d'activité (%)	64,3	64,2	63,6	62,8	...	...	...
Taux d'emploi (%)	58,8	58,6	57,7	56,8	...	...	...
Taux de chômage (%)	8,5	8,8	9,3	9,5	...	...	...
Gains hebdomadaires moyens (\$)	730,67	750,91	761,76	789,60	2,8	1,4	3,7
Salaires et traitements (M\$)	12 879,6	13 216,1	13 746,5	14 278,1	2,6	4,0	3,9
Bénéficiaires d'assurance-emploi (#)	40 930	47 007	46 571	45 617	14,8	-0,9	-2,0
Consommateurs							
Ventes au détail (M\$)	10 017,9	10 092,7	10 591,6	11 105,6	0,7	4,9	4,9
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	39 522	35 274	38 777	39 503	-10,7	9,9	1,9
Ventes de véhicules automobiles usés (M\$)	1 076,9	1 061,9	1 207,7	1 222,1	-1,4	13,7	1,2
Restauration et débits de boissons (M\$)	891,3	938,7	968,8	973,0	5,3	3,2	0,4
Indice des prix à la consommation (2002=100)	113,2	113,5	115,9	120,0	0,3	2,1	3,5
Logement							
Mises en chantier (unités)	4 274	3 521	4 101	3 452	-17,6	16,5	-15,8
Permis de construction résidentiels (M\$)	590,0	575,1	570,8	543,5	-2,5	-0,7	-4,8
Ventes résidentielles MLS® (unités)	7 555	7 003	6 703	6 597	-7,3	-4,3	-1,6
Entreprises							
Ventes manufacturières (M\$)	17 814,5	14 240,4	17 256,9	19 804,0	-20,1	21,2	14,8
Exportations internationales (M\$)	12 808,2	9 825,2	12 688,1	14 847,3	-23,3	29,1	17,0
Permis de construction non résidentiels (M\$)	523,8	573,2	562,5	422,4	9,4	-1,9	-24,9
Industriel et commercial (M\$)	382,1	272,0	292,3	273,9	-28,8	7,5	-6,3
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	141,7	301,1	270,2	148,5	112,5	-10,3	-45,1
Commerce de gros (M\$)	5 293,1	5 486,1	5 843,9	5 943,2	3,6	6,5	1,7
Production minière (M\$)	1 537,0	1 100,4	1 210,5	1 308,2	-28,4	10,0	8,1
Recettes monétaires agricoles (M\$)	472,7	498,4	478,5	538,2	5,4	-4,0	12,5
Production de bois d'œuvre ('000 m ³)	2 408,2	1 933,5	2 383,1	2 372,1	-19,7	23,3	-0,5
Démographiques							
Population au 1 ^{er} juillet (#)	747 023	749 983	752 838	755 455	0,4	0,4	0,3
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin) (#)	851	686	525	...	...	...	...
Migration nette (1 ^{er} juillet au 30 juin) (#)	2 109	2 169	2 092	...	...	...	...
... n'ayant pas lieu de figurer							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble.							
Sources : Statistique Canada, Ressources naturelles Canada et l'Association des agents immobiliers du Nouveau-Brunswick.							